Un rapport de l'ONU met en émoi les pays de la région des Grands Lacs

Arrib News, 02/10/2010 | RDC : un rapport de l'ONU pourrait ouvrir la voie à des poursuites pour génocide. Source Associated Press. Le 14 novembre 1996, des hommes armés ont encerclé le camp de réfugiés de Mugunga dans l'est du Congo-Kinshasa et commencé à tirer alors que les civils tentaient de fuir ou de se mettre à l'abri. En trois jours, des centaines d'enfants, de femmes et d'hommes sont morts, selon des témoins et des preuves collectées à partir de fosses communes. Lire la suite l'article. Un rapport onusien, rendu public vendredi, sur les violations les plus graves des droits de l'Homme commises pendant dix ans en République démocratique du Congo (RDC) souligne que les crimes perpétrés à Mugunga pourraient être l'un des nombreux épisodes susceptibles de constituer des actes de génocide de la part des soldats rwandais.

Le rapport de près de 600 pages, établi sous la gouverne du Haut Commissariat aux droits de l'Homme, pourrait déclencher de nouveaux appels à des enquêtes criminelles pour déterminer si les soldats rwandais et d'autres se sont rendus responsables de crimes de génocide au Congo-Kinshasa. La divulgation dans la presse d'une version préliminaire du rapport avait provoqué la colère du Rwanda, qui a menacé de retirer ses troupes des missions de paix de l'ONU. Kigali a de nouveau protesté à l'occasion de la publication du document: l'accusant de présenter des "défaits" et le qualifiant de "dangereux du début à la fin", la ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo a dénoncé une tentative de réécrire l'histoire. Dans une réponse écrite aux Nations unies, le gouvernement de Kigali a assuré que ses troupes "n'avaient jamais fait usage d'armes dans le camp" de Mugunga et que les meurtres de civils n'avaient commencé qu'au moment où des rebelles armés à l'intérieur du camp avaient tenté d'empêcher les gens de fuir. Quarante affrontements ont éclaté, a-t-il argué, les civils qui faisaient office de boucliers humains pour les rebelles sont morts dans les tirs croisés. Ce rapport comprend la description de 617 incidents violents présumés survenus en RDC entre mars 1993 et juin 2003. Une période qui constitue "l'un des chapitres les plus tragiques de l'histoire récente" du pays au regard de la "série de crises politiques majeures, de guerres et de nombreux conflits ethniques et régionaux qui ont provoqué la mort de centaines de milliers, voire de millions, de personnes" pendant ces dix ans. Plus d'un million de Hutus, dont les auteurs du génocide de 1994 au Rwanda, ont fui vers la RDC, où les forces rwandaises sont ensuite intervenues. Le document est le résultat du travail de 33 personnes, qui ont passé plus de six mois, d'octobre 2008 à mai 2009, à "dresser l'inventaire des violations les plus graves des droits de l'Homme et du droit international humanitaire". Outre l'analyse de plus de 1.500 documents relatifs à ces violations, les enquêteurs ont rencontré sur le terrain plus de 1.280 témoins. Le rapport souligne "l'urgence et la nécessité d'adopter un mécanisme de justice complémentaire, ne serait-ce que pour juger les plus hauts responsables des plus graves violations commises". Des défenseurs des droits de l'Homme et le gouvernement de la RDC ont salué la publication du texte, appelant à mettre en oeuvre ses recommandations sur la comparution en justice des responsables des crimes. L'ambassadeur de RDC auprès des Nations unies, Iлека Atoki, l'a qualifié de "déchirant" et "terrifiant". "Les victimes méritent que justice soit rendue et que leur voix soit entendue par mon gouvernement et la communauté internationale", a-t-il dit. Amnesty International, par la voix de Valérianne Aubert, directrice adjointe du programme Afrique, a de son côté salué une "enquête très approfondie" et souhaité "que des mesures soient prises". "Suivi d'une action régionale et internationale ferme, ce rapport pourrait constituer une contribution majeure à la fin de l'impunité qui sous-tend le cycle d'atrocités dans la région africaine des Grands Lacs", a observé Kenneth Roth, directeur exécutif d'Human Rights Watch. Dans cet "inventaire" accablant, l'ONU décrit notamment comment, le 15 février 1997, des soldats rwandais ont tué quelque 200 réfugiés près de Kigulube: "Un groupe d'une soixantaine de réfugiés a notamment été enfermé dans une maison que les militaires ont ensuite incendiée. Les corps des victimes ont été jetés dans des fosses communes". "Dans certains cas", le rapport évoque "la possibilité que des actes de génocide aient été commis", a déclaré la Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme Navi Pillay, ajoutant que le document souligne que les "questions ne peuvent être tranchées que par un tribunal compétent". Crimes en RDC: l'ONU évoque la possibilité d'actes de génocide. Source ATSD. Dans un rapport volumineux publié vendredi, l'ONU a dénoncé dix ans d'atrocités dans l'est de la RDC entre 1993 et 2003, dont la possibilité que des actes de génocide aient été commis. Mis en cause, le Rwanda et l'Ouganda se sont insurgés contre ses conclusions. Ce rapport n'est pas une enquête judiciaire, a tenu à déclarer la Haut-Commissaire aux droits de l'homme Navi Pillay lors de la publication du document de 575 pages à Genève. La question du génocide ne pourra être tranchée que par un tribunal, a-t-elle affirmé. Le rapport sur les atrocités commises en République démocratique du Congo (RDC) de 1993 à 2003 affirme que les attaques des forces rwandaises contre des réfugiés hutus "pourraient être qualifiées de génocide" si ces actes sont prouvés "devant un tribunal compétent". Le rapport a provoqué depuis un mois de violentes réactions du Rwanda et de l'Ouganda, dont les autorités redoutent des poursuites devant la Cour pénale internationale (CPI). Informations connues Les informations sur des violations systématiques commises dans l'est de la RDC à la suite du génocide de 1994 au Rwanda étaient largement connues au moment des faits, mais pour la première fois elles sont consignées dans un rapport officiel qui met en cause les autorités du Rwanda et de l'Ouganda. Des centaines de milliers de civils, surtout des femmes et des enfants, avaient été tués, blessés ou torturés à l'époque. "Le rapport ne présente autre chose qu'un exercice préliminaire. Il n'a donné lieu ni à des enquêtes approfondies, ni au rassemblement de preuves suffisantes pour être admissibles devant un tribunal", a déclaré la Haut-Commissaire pour amortir les conséquences politiques du document. Le rapport n'établit pas non plus de responsabilité pénale individuelle, poursuit-elle. Elle explique que son but est "d'encourager les efforts visant à briser le cycle de l'impunité et la continuation de violations graves" en RDC. Les voisins de la RD Congo rejettent en bloc les accusations de l'ONU. Source AFP. Rwanda en tête, les pays de la région des Grands Lacs ont catégoriquement rejeté les conclusions d'un rapport de l'ONU les impliquant dans les atrocités commises en République démocratique du Congo (RDC) voisine entre 1993 et 2003. Principal mis en cause car accusé de possibles crimes de "génocide" contre les réfugiés hutu rwandais, le gouvernement rwandais a qualifié le rapport publié vendredi de "mauvais et dangereux du début à la fin". Fruit d'une

enquête menée de juillet 2008 à juin 2009, ce document du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dresse l'inventaire de 617 crimes graves ayant fait des dizaines de milliers de morts civils de 1993 à 2003 dans l'ex-Zaïre et plus particulièrement pendant les deux guerres de 1996-1998 et 1998-2001. La publication non-autorisée il y a un mois d'extraits de ce rapport avait suscité la fureur du Rwanda, et contraint le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à une visite impromptue à Kigali. Dans un commentaire officiel joint au rapport, les autorités rwandaises ont de nouveau dénoncé "la manipulation des processus à l'ONU (...) dans le but de réécrire l'histoire, à partir de fausses inappropriées la responsabilité du génocide rwandais (de 1994) et raviver le conflit au Rwanda et dans la région". Selon Kigali, "le désir de valider la thèse du double génocide est présent en permanence", thèse selon laquelle les massacres de réfugiés hutus rwandais dans l'ex-Zaïre seraient à mettre sur le même pied que le génocide contre les Tutsi perpétrés en 1994 (au moins 800.000 morts selon l'ONU). Pour le régime de Paul Kagame, le rapport ignore "le contexte historique, spécialement la menace immédiate et sérieuse (qui était) posée par des réfugiés armés et idéologiquement endoctrinés, positionnés à la frontière entre le Rwanda et le Zaïre". "Insulte à l'Histoire", l'inventaire de l'ONU constitue une "tentative dangereuse et irresponsable de mettre en péril la paix et la stabilité acquises dans la région des Grands Lacs (...)", toujours selon le gouvernement rwandais, qui s'est rapproché de Kinshasa depuis 2009. Le Rwanda ne fait cependant plus référence dans son commentaire à sa menace, brandie il y a un mois, de retirer ses soldats de la paix déployés au Soudan dans le cadre de deux missions onusiennes. Également pointé du doigt pour son implication dans de nombreux massacres et possibles "crimes de guerre", l'Ouganda a "rejeté dans sa totalité" le rapport de l'ONU, dont Kampala demandait même qu'il ne soit pas publié. Dans sa réaction officielle, le gouvernement ougandais dénonce "un condensé de rumeurs, profondément erroné dans sa méthodologie, ses sources et son niveau de preuve". Principal contributeur de la force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), Kampala menace de revoir sa participation "aux différentes opérations régionales et internationales de paix". Autre mis en cause, le Burundi refuse de "reconnaître un rapport qui est clairement destiné à déstabiliser la sous-région et qui n'a pas été mené de façon objective". "Le Burundi s'est tenu à l'écart du conflit congolais et d'ailleurs, aucun gouvernement burundais n'a jamais reconnu une présence militaire au Congo", a affirmé le porte-parole du gouvernement. L'Angola, qui fut à partir de 1998 allié à Kinshasa, a quant à elle rejeté les "accusations" selon lesquelles ses forces armées "auraient été impliquées dans des actes contraires à sa mission". Seule la RDC a salué le rapport onusien, document "détaillé" et "crédible" qui démontre "l'horreur indicible et l'étendue des crimes que le peuple congolais a endurés", selon son ambassadeur aux Nations Unies. Burundi : rapport de l'ONU "clairement destiné à déstabiliser la sous-région" Source AFPL Le gouvernement burundais a une nouvelle fois rejeté les conclusions d'un rapport de l'ONU sur les atrocités commises en RD Congo entre 1993 et 2003, "clairement destiné à déstabiliser la sous-région", a accusé le porte-parole du gouvernement. "Le gouvernement du Burundi ne peut pas reconnaître un rapport qui est clairement destiné à déstabiliser la sous-région et qui n'a pas été mené de façon objective", a déclaré Philippe Nzobonariba. "C'est un sens d'impliquer l'ex-armée burundaise et les anciens mouvements rebelles dans les exactions commises en RD Congo, d'autant que les parties au conflit au Burundi étaient à ce moment concentrées sur le conflit burundais qui faisait rage", a-t-il assuré. "Le Burundi s'est tenu à l'écart du conflit congolais et d'ailleurs, aucun gouvernement burundais n'a jamais reconnu une présence militaire au Congo (RD Congo). On aurait dû consulter et tenir compte de l'avis de tous les pays impliqués à tort", a-t-il ajouté. Fruit d'une enquête menée de juillet 2008 à juin 2009, le rapport de plus de 550 pages, dresse l'inventaire de 617 crimes graves ayant fait des dizaines de milliers de morts civils de 1993 à 2003 dans l'ex-Zaïre et plus particulièrement pendant les deux guerres de 1996-1998 et 1998-2001. Les Forces armées du Burundi (FAB) sont accusées dans le rapport d'avoir participé, aux côtés des forces rwandaises et d'un groupe dissident congolais, aux massacres de plusieurs centaines de civils, surtout des réfugiés, fin 1996, dont certains brutalement (articles 197, 198) La RDC réclame justice pour les crimes commis dans le rapport ONU Source AFPL La République démocratique du Congo, "consternée" par l'étendue des crimes détaillés dans le rapport de l'ONU sur les exactions commises dans ce pays, réclame "justice" pour les victimes congolaises, a indiqué vendredi l'ambassadeur de la RDC aux Nations unies. "Ce rapport fend le cœur. Le gouvernement congolais et moi-même également, à titre personnel, sommes consternés devant cette horreur indicible et l'étendue des crimes que le peuple congolais a endurés", a déclaré Iлека Atoki dans un communiqué. "Ce rapport est détaillé, il est crédible", a-t-il ajouté. "Les victimes congolaises méritent justice. Elles méritent que leurs voix soient entendues", a-t-il poursuivi. Il a ajouté: "Justice, vérité et paix vont de pair. Tout en recherchant la justice pour les victimes de ces crimes terribles et atroces, nous recherchons et poursuivons tout autant l'amélioration des relations diplomatiques, fraternelles et de bon voisinage avec l'ensemble de nos pays voisins en vue d'assurer une paix durable dans la région". L'ONU a publié vendredi son rapport détaillant les exactions commises en République démocratique du Congo de 1993 à 2003 et qui met en cause le Rwanda et l'Ouganda. Le document de plus de 550 pages dresse l'inventaire de 617 crimes graves ayant fait des dizaines de milliers de morts civils de 1993 à 2003 dans l'ex-Zaïre et plus particulièrement pendant les deux guerres de 1996-1998 et 1998-2001. "Le gouvernement congolais est déterminé à tout mettre en œuvre pour amener les coupables devant la justice et obtenir des réparations pour les victimes", a assuré M. Atoki. Expliquant que le rapport "semble marquer une certaine préférence pour la création d'une possible +Chambre mixte+ dans le système congolais avec la présence de juges nationaux et internationaux", l'ambassadeur a ajouté: "Au Congo, nous avons la ferme intention d'étudier attentivement cette option parmi tant d'autres". L'ambassadeur appelle la communauté internationale à participer à "la mise en place de mécanismes" qui permettront de rendre justice. Le porte-parole de Ban Ki-moon, Martin Nesirky, a expliqué que le secrétaire général de l'ONU avait une copie du rapport mais qu'il ne le commenterait pas dans l'immédiat. Le porte-parole a parlé d'une "période horrible de souffrances humaines" mais a indiqué que l'objectif du rapport n'était pas "d'établir des responsabilités criminelles" individuelles. Il a ajouté que des experts en droit de l'ONU avaient passé le rapport au crible. "Il parle de groupes mais pas d'individus". Le rapport "est censé aider la République démocratique du Congo à surmonter le cycle de l'impunité", a-t-il dit. RDCongo : le Rwanda "rejette catégoriquement" le rapport de l'ONU Source AFPL

Rwanda "rejette catégoriquement le rapport" des Nations unies qui l'accuse de graves crimes en RD Congo à la fin des années 90, dans un commentaire officiel joint au rapport de l'ONU publié en ligne vendredi. Le gouvernement rwandais accuse les auteurs du rapport de chercher à "valider la thèse du double génocide", selon laquelle les massacres de réfugiés hutus rwandais en RD Congo en 1996-1997 seraient à mettre sur le même pied que le génocide contre les Tutsis perpétré en 1994 par le régime extrémiste hutu alors au pouvoir à Kigali (au moins 800.000 morts selon l'ONU). "Le désir de valider la thèse du double génocide est présent en permanence à travers le rapport de l'ONU en mettant en miroir les acteurs, l'idéologie, et les méthodes employées pendant le génocide rwandais de 1994", écrit le gouvernement rwandais en conclusion de son commentaire. Le Rwanda réitère dans ce commentaire toutes ses objections au rapport incriminé, en lui reprochant en substance de se fonder sur des preuves insuffisantes et de faire l'impasse sur la situation militaire de l'époque, à savoir selon lui la présence en masse parmi les réfugiés hutus rwandais en RD Congo de militaires fidèles au président régime hutu extrémiste et désireux de lancer une contre-attaque depuis le sol congolais. Le rapport de l'ONU publié vendredi estime que les attaques des forces rwandaises "apparemment systématiques" contre des réfugiés hutu rwandais et des membres de la population civile hutu "pourraient être qualifiées de génocide" si ces faits "sont prouvés devant un tribunal compétent". Kigali menace de revoir ses relations avec l'ONU suite au rapport sur les atrocités en RDC Source APA Kigali (Rwanda) - Le Rwanda a déclaré qu'il allait reconsidérer le rapport accablant l'ONU en excluant pas la possibilité de retirer ses Casques bleus du Darfour suite à la publication du rapport accablant l'ONU accusant d'avoir systématiquement violé les droits humains, notamment à travers des meurtres violents en RD Congo. Dans un communiqué dont APA a obtenu copie, le ministre des Affaires étrangères et porte-parole du gouvernement rwandais, Louise Mushikiwabo, a indiqué que "rien n'est exclu" en ce qui concerne ses relations avec les Nations Unies, rappelant les menaces de retrait de toutes les troupes rwandaises des missions de maintien de la paix de l'ONU. Elle a cependant noté qu'une équipe d'experts du gouvernement allait procéder à la lecture du rapport de 545 pages, publié par l'ONU affirmant que l'option de rappeler les soldats de la paix était à prendre en compte tenu de la gravité des accusations. « En ce qui concerne les accusations selon lesquelles l'armée rwandaise aurait libérément tué des citoyens en RDC, rien n'est définitif et notre option de retirer nos troupes tient toujours », a déclaré Mme Mushikiwabo. Cette réaction du Rwanda fait suite aux propos tenus la semaine dernière par son président, Paul Kagame, qui estimait que le retrait des forces rwandaises du Darfour était plus d'actualité. Le Rwanda a soulevé sept objections à ce rapport publié vendredi soir en même temps que le document final avec un ton mesuré. Mushikiwabo a cependant salué certains changements apportés à ce rapport, mais considère qu'il reste profondément biaisé dans son approche méthodologique. La réponse rwandaise de 30 pages condamne la « manipulation des procédures de l'ONU par des organisations ou des personnes qui veulent réécrire l'histoire ». L'Ouganda qui a des troupes en RD Congo et qui est également cité dans le rapport, a qualifié le document de « tissu de rumeurs, avec des failles sur le plan méthodologique, sur les sources d'information et sur les éléments de preuve ». L'équipe de 30 qui a rédigé le rapport indique que les crimes commis pourraient être assimilés à un "génocide" s'ils sont relevés par les juridictions compétentes.